

SUD

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT
Guyancourt-Aubevoye
1, Avenue du Golf
78288 Guyancourt Cedex
API : TCRM023

Union
syndicale G10
Solidaires
80/82 rue de Montreuil - 75001 Paris
☎ : 01 43 73 91 94

4 février 2004 N°3

Touchez pas à la Sécu !

■ Le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie vient de rendre son rapport ■ Le gouvernement prépare le démantèlement de l'assurance maladie, comme il a attaqué nos retraites ■ Le gouvernement réunit organisations syndicales et patronales, médecins et mutuelles, le 9 février ■ Pour SUD, il faut préparer ensemble la mobilisation, salariés et assurés sociaux, syndicats et mutuelles.

Le rapport du Haut Conseil (un organisme où SUD et le G10 Solidaires ne sont pas conviés) se veut rassurant, tout comme le gouvernement. Il s'agirait de sauver la Sécu et le principe de solidarité selon lequel les cotisations ne doivent pas tenir compte de l'état de santé des assurés. Il met aussi l'accent, à juste titre, sur l'amélioration de la qualité des soins, sur une meilleure coordination entre médecins, sur les inégalités régionales et certains défauts de la médecine libérale (liberté totale d'installation, liberté des tarifs...). Ce rapport se veut consensuel mais il développe surtout une vision catastrophiste de la situation de la sécurité sociale pour préparer les esprits à une "réforme".

Trop de dépenses ?

La France serait parmi les pays européens qui dépendent le plus pour la santé (9,5% du PIB). Mais elle est dans la moyenne européenne, derrière l'Allemagne et la Suisse. Et surtout loin derrière les USA où les dépenses de santé représentent 14% du PIB mais où, parce que l'assurance-maladie est privatisée, la moitié de la population n'a pas accès à des soins convenables. La croissance des dépenses de santé est un facteur de développement économique et est lié à la croissance des richesses du pays (même si cela ne veut pas dire obligatoirement qualité ni encore moins égalité). Les dépenses de logement, les tarifs des banques ou du téléphone augmentent plus vite que le PIB. Mais nos libéraux et le gouvernement ne hurlent pas aux dépenses trop importantes comme ils le font pour la Sécu. Pour SUD, la santé est un des droits sociaux fondamentaux. C'est un bien public qui ne peut pas être une marchandise. Les dépenses de santé doivent être remboursées à 100%. C'est ce qui garantirait l'égalité d'accès aux soins et donc la bonne santé de tous. Or actuellement, 5 millions de personnes ne sont pas couverts par une mutuelle. SUD est contre toute diminution des remboursements, contre toute franchise sur la boîte de médicaments ou la visite du médecin. Ce serait renforcer les inégalités sociales et la part des assurances privées.

Il est normal que les dépenses de santé continuent à augmenter car des besoins ne sont pas satisfaits : l'hôpital public est étranglé financièrement, il n'y a pas assez d'infirmières, les soins dentaires ou optiques sont mal remboursés. Les politiques de prévention coûtent cher.

Plan Hôpital 2007

Le plan Hôpital 2007 organise la privatisation progressive des hôpitaux publics. Les hôpitaux ne seront plus financés en fonction des besoins mais à l'"activité", c'est à dire en fonction du nombre d'opérations de soins faits. Les hôpitaux à faible activité vont être désavantagés. Cela va renforcer les concentrations d'hôpitaux et donc l'engorgement des hôpitaux où l'activité est déjà la plus importante. Les crédits accordés (pour l'essentiel des autorisations d'emprunts) devront privilégier les groupements de coopération sanitaire fusionnant cliniques privées et hôpitaux publics.

La place du privé va ainsi s'élargir au sein du public. Au fil du temps, les hôpitaux risquent de sélectionner les clients les plus rentables. Le rapport du Haut Conseil valide cette politique sous prétexte d'efforts de productivité indispensables et de coopérations indispensables. Bref, l'hôpital devrait fonctionner comme une entreprise profitable.

L'assurance privée n'est pas la solution. Car, l'exemple américain le montre, cela coûte plus cher que la Sécurité Sociale.

Un déficit catastrophique ?

Le rapport trace des perspectives catastrophiques pour le trou de la Sécu (66 milliards d'euros en 2020) comme si on pouvait prévoir à l'avance l'augmentation des dépenses de santé avec autant de précision ! Mais il ne dit pas que les recettes de la Sécurité Sociale ont été affectées par la hausse du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat. 100 000 chômeurs de moins, c'est un milliard d'euros de plus pour la Sécu, 1% d'augmentation des salaires, 3 milliards de plus. Le rapport ne revient ni sur les dettes patronales (2

milliards) ni sur celles de l'Etat (4 milliards) qui plombent les comptes de la Sécu... ni sur les exonérations patronales non compensées du gouvernement Jospin pour financer les 35 heures. Au total, les exonérations patronales représentent 20 milliards d'euros, bien plus que le déficit de l'assurance-maladie (10 milliards en 2003).

Pour une hausse de cotisation patronale

Surtout, pour nos experts du Haut Conseil, il ne peut y avoir de hausse des cotisations ! La seule hausse envisagée un moment était celle de la CSG des chômeurs et des retraités dont le gouvernement vient, en 2003, de diminuer les revenus !

Par contre, il n'y a rien dans le rapport sur la hausse récente des cotisations des mutuelles et des assurances privées. Un autre rapport, le rapport Chadelat, préconisait le transfert d'une partie des charges de remboursement vers les mutuelles et les assurances privées.

Les mutuelles sont inégalitaires. Les cotisations sont de moins en moins proportionnelles aux revenus. Elles sont forfaitaires et augmentent avec l'âge. Les plus modestes paient plus en proportion et il y a moins de solidarité entre générations. 40 % des complémentaires sont d'un niveau inférieur à la CMU complémentaire.

Et puis... En quoi une augmentation de la cotisation mutuelle ou de son assurance privée serait-elle plus supportable que l'augmentation d'une cotisation Sécu proportionnelle à son revenu ?!

Certains parlent d'une augmentation de la CSG qui pèse pour l'essentiel sur les revenus des salariés et des retraités. **Pour SUD, ce sont les cotisations sociales patronales qu'il faut augmenter !** Elles n'ont pas augmenté depuis longtemps et leur part a diminué de 20% durant ces dernières années. Pour couvrir les 10 milliards actuels de déficit, il suffirait d'augmenter le taux des cotisations sociales patronales d'un point. SUD revendique l'augmentation progressive de la part des dépenses de santé remboursées par la Sécu : les transferts de ces dernières années vers les mutuelles et les assurances privées doivent être annulés. Car la Sécu, c'est ce qu'il y a de plus égalitaire !

Et la santé au travail ?

La politique de santé ne peut pas être qu'une politique de soins. Il faut développer les politiques de prévention

(3% des dépenses de santé seulement !). Le rapport du Haut Conseil en parle mais il y a peu de perspectives concrètes. Par exemple, le patronat devrait développer les politiques de protection de la santé au travail.

Le nombre des accidents du travail et des maladies professionnelles est sous évalué. Plusieurs dizaines de milliers de personnes meurent chaque année d'un cancer d'origine professionnelle. A cause de l'augmentation des gestes répétitifs et des cadences, le nombre de maladies musculo-squelettiques s'accroît. Enfin, avec la pression des objectifs de performance ou commerciaux, se développent les maladies du stress et les dépressions. Ce fait est par exemple reconnu par les médecins à France Télécom.

Médicaments : surconsommation ?

Il se dit beaucoup que nous consommons beaucoup trop de médicaments. C'est en partie vrai. Mais la solution n'est pas de limiter le remboursement des médicaments... mais d'abord et avant tout, améliorer la santé publique (résistance aux antibiotiques, interactions médicamenteuses mal connues...).

Ce ne sont pas les malades qui sont les principaux responsables. Ce sont les dépenses effrénées de publicité des firmes pharmaceutiques en direction du public et des médecins. C'est aussi la main-mise des labos sur l'information médicale et leur opposition aux médicaments génériques. Les grandes firmes pharmaceutiques sont parmi les entreprises qui font le plus de profits.

Au lieu de parler de contrôle des profits des entreprises, d'information indépendante des médecins, de développement de la recherche publique et de diminution des dépenses de marketing, le gouvernement se contente de culpabiliser les assurés sociaux... sans toucher aux entreprises pharmaceutiques...

Les organisations du travail mises en place par le patronat ces dernières années sont responsables de la dégradation de la santé des salariés. Le patronat doit assumer ses responsabilités non seulement en reconnaissant les maladies professionnelles mais aussi en dépensant de l'argent pour améliorer les conditions de travail et mieux protéger les salariés.

Pour diminuer les dépenses de santé, il faut que le travail soit mieux partagé et plus tranquille. Les politiques de Sécurité routière ont montré leur efficacité depuis 30 ans. Il doit en être de même pour les politiques de santé au travail.

Ensemble, exigeons :

- * **Le remboursement à 100% des dépenses de santé et l'augmentation de la part remboursée par la Sécu. Pas de déremboursement ou de franchise.**
- * **L'augmentation des cotisations sociales patronales pour couvrir l'augmentation des dépenses de santé. Pas d'augmentation de la CSG.**
- * **Le développement des politiques de prévention et de santé au travail, le contrôle des marges des labos pharmaceutiques, une information indépendante sur les médicaments. Pas de fermeture d'hôpitaux, de l'argent pour l'hôpital public.**